

Geneva Internet Platform

DigitalWatch
NEWSLETTER
EN FRANÇAIS

Vous recevez des centaines d'informations sur les politiques numériques. Nous les recevons aussi. Nous les décodons, contextualisons, et analysons. Ensuite, nous les résumons pour vous.

TENDANCES DES POLITIQUES NUMERIQUES EN SEPTEMBRE

1. La pression pour taxer les géants de l'Internet s'accélère

Les entreprises Internet ont profité des pays européens offrant de faible taux d'imposition pour installer leurs filiales; cela leur permettant de payer peu d'impôts – une pratique qui dérange de plus en plus les pays européens.

L'une des dernières propositions en matière fiscale visant à freiner cette pratique a été initiée par la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, qui font pression pour que les géants de l'Internet soient imposés sur leur chiffre d'affaires, et non pas sur leurs profits. Cette proposition survient après que Google ait échappé à une amende d'un milliard d'euros en juillet suite à un jugement du tribunal administratif de Paris (le gouvernement français a cependant fait appel). Comme Google n'avait pas «d'établissement stable» en France (son siège européen, son personnel et ses serveurs étant en Irlande), la société ne pouvait pas être taxée pour son service AdWords en France.

Dans une proposition différente, se fondant sur la même philosophie, l'Estonie soutient l'idée de taxer les profits en fonction de la notion d'établissement virtuel permanent (imposition des profits à la source).

Les propositions sont similaires et ainsi le sous-secrétaire pour la fiscalité de l'Estonie a suggéré que les propositions pourraient être complémentaires, et s'inscrire dans une approche en deux étapes. Les pourparlers politiques et techniques n'ont pas encore été menés.

Les prochaines étapes - que nous analysons à la page 6 de ce numéro - seront d'une importance déterminante.

2. Développements de l'IA : une course internationale en émergence?

La révolution de l'intelligence artificielle (IA) s'accélère. L'Australie a créé son propre institut de recherche (le 3A - Autonomie, Agence et Assurance Institute) tandis que l'Inde a mis en place un groupe de travail pour comprendre comment tirer parti de l'IA pour le bénéfice de l'économie et de la main-d'œuvre indienne.

En dépit des nombreuses opportunités qu'elle offre, l'IA n'est pas sans risques, a déclaré le président Vladimir Poutine. «Celui qui devient le leader dans ce domaine deviendra le maître du monde». Réagissant aux propos de Poutine, le Directeur Général de Tesla Elon Musk a tweeté affirmant que la concurrence pour la supériorité en matière d'IA pourrait être la cause d'une troisième guerre mondiale.

Continued on page 3



FORUM PUBLIC DE L'OMC 2017

Notre équipe de rapporteurs a couvert les sessions relatives aux politiques numériques lors du Forum public de l'OMC les 26-28 septembre. Des rapports sont disponibles sur notre page dédiée. Notre rapport final, disponible le 2 octobre, en résumera les discussions.

DANS CE NUMERO

BAROMETRE

Le commerce électronique, les droits numériques et les nouvelles technologies sont restés des sujets importants ce mois-ci. Nous examinons ce qui s'est passé et ce à quoi s'attendre.

Pour en savoir plus, voir les pages 4-5

IMPOSITION

Est-ce que les règles fiscales nouvellement proposées auront suffisamment de soutien? Nous examinons de plus près les propositions visant à taxer les grandes entreprises d'Internet.

Voir page 6

LES NATIONS UNIES

La cybersécurité, les technologies émergentes et la lutte contre l'extrémisme violent étaient quelques-uns des principaux thèmes de politiques numériques abordés au cours des débats de l'Assemblée générale annuelle.

Voir page 7

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Systèmes autonomes? Les androïdes et la robotique? Machines intelligentes? Faites nos mots croisés pour tester vos connaissances sur tous les aspects de l'IA.

Voir page 8



Le numéro 23 de la revue *Digital Watch*, publié le 30 septembre 2017, par la Geneva Internet Platform (GIP) et la DiploFoundation | Traducteurs de l'édition française: Mamadou Lo, Clément Perarnaud, Sorina Teleanu | Contributeurs: Stephanie Borg Psaila, Samantha Dickinson, Jovan Kurbalija, Marco Lotti, Virginia Paque, Marilia Maciel, Roxana Radu, Vladimir Radunovic, Barbara Rosen Jacobson, Sorina Teleanu | Conçu et réalisé par Viktor Mijatović, mise en page par Aleksandar Nedeljkovic, CreativeLab de Diplo | En plus de la revue, vous pouvez trouver un traitement en profondeur des développements sur l'observatoire *GIP Digital Watch* (<http://dig.watch>) et rejoindre les discussions le dernier mardi de chaque mois, en ligne, dans les différents centres locaux, ou au Geneva Internet Platform (<http://dig.watch/briefings>) | Envoyez vos commentaires à digitalwatch@diplomacy.edu

Lancement du 2017 rapport de la Commission sur le large bande

«La situation du large bande en 2017: un catalyseur du développement durable» [a](#) été publié le 14 septembre au siège de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT). Ce rapport étudie l'accessibilité du large bande, en évaluant dans quelle mesure les pays respectent les objectifs fixés par la Commission sur le large bande en 2011. Le rapport de cette année montre une difficulté croissante dans la définition et le suivi du large bande et des TIC, et une inégalité numérique croissante entre pays développés et pays en développement.

Lancement du rapport Global Internet Futures

L'Internet Society a célébré son 25e anniversaire durant l'événement InterCommunity sur six continents. Les résultats du rapport «Chemins vers notre avenir numérique» (Global Internet Futures) [lancé](#) le 18 septembre, ont dominés les discussions dans les 17 nœuds interactifs du monde entier. Les recommandations du rapport sont axées autour de la nécessité d'établir des normes sociales en ligne et des mesures proactives pour permettre aux personnes de prendre en charge leur propre avenir numérique.

Réunions des Groupes de Travail de l'UIT

La consultation publique [sur](#) les Over the Top services (OTT) par le Groupe de Travail du Conseil de l'UIT sur les questions de politique publique internationale relatives à Internet (GTC-Internet) a eu lieu le 18 septembre. Le résumé de la consultation est maintenant disponible. [Lors](#) de la réunion GTC-Internet des États membres, qui a eu lieu du 20 au 21 septembre, le Brésil a rendu compte de la manière dont elle avait mené un processus national multipartite pour encourager les entités brésiliennes à répondre à la consultation publique GTC, résultant en 8 contributions des parties prenantes au Brésil (un peu plus de 10% de toutes les contributions). Le GTC-Internet et le GTC-SMSI : Mise en œuvre des résultats du SMSI ont discuté du processus de mise à jour des résolutions plénipotentiaires pertinentes pour leurs activités. Un certain nombre d'États soulignent qu'il existe des processus préparatoires régionaux en cours pour élaborer des projets de propositions pour la mise à jour des résolutions.

Identité dans l'ère NBCIS

Comment les NBCIS (Nanotechnologies, Biotechnologies, Technologies de l'information et Science cognitive) façonnent nos identités et l'identité de la démocratie? Cette question a été abordée par le philosophe Jean-Michel Besnier au laboratoire Flux le 20 septembre lors de la Semaine de la démocratie 2017. [La](#) science a le potentiel de créer un nouveau type d'humain en dépassant des limites biologiques et cognitives. Une humanité fondée sur le libre choix, le respect de la dignité et le pouvoir de la rationalité humaine sera remise en question.

Intelligence Artificielle, Justice et Droits de l'Homme

Cet événement (20 septembre) [a](#) organisé en marge de la 36ème session du Conseil des Droits de l'Homme, a examiné l'impact potentiel de l'IA sur les systèmes de justice et les droits de l'homme. Reconnaisant que l'IA peut générer des opportunités et des menaces pour les systèmes judiciaires, les intervenants se sont dits préoccupés par le potentiel discriminatoire de l'IA. Reposant sur des données entachées de préjugés humains, l'utilisation de l'IA dans les systèmes judiciaires pourrait conduire au jugement des individus sur la base du groupe auquel ils appartiennent, plutôt que sur la motivation et les conséquences de leurs actions. Un cadre de référence sur la défense des droits de l'homme pourrait constituer un moyen efficace de traiter les risques de l'IA et d'en identifier les lignes rouges.

Artificial Intelligence Geneva Summit

Cet événement d'une demi-journée - organisé par DigitalSwitzerland, l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) et le Canton de Genève le 22 septembre [a](#) - s'est concentré sur une problématique majeure: les robots devraient-ils avoir des droits ou devrions-nous évaluer leur interaction avec les humains basés sur les niveaux d'empathie? De nombreuses questions ont été soulevées, y compris les progrès de l'épidémiologie numérique, de la dépendance aux robots, de la propriété des données et de la gouvernance d'entreprise. En plus des appels à la «vie privée par défaut» et à «l'éthique», les intervenants ont suggéré que le processus juridique soit transformé pour fournir des réponses opportunes aux dilemmes de l'IA.

4ème réunion du Groupe de travail sur la Coopération Renforcée

La quatrième réunion du groupe de travail de la Commission des Nations Unies de la science et de la technologie au service du développement (CSTD) s'est tenue du 25 au 27 septembre à Genève. [Les](#) membres du groupe de travail restent divisés sur la question de savoir si un nouveau mécanisme des Nations Unies est nécessaire pour mettre en œuvre une coopération renforcée ou si un nouveau mécanisme devrait se concentrer sur la prise de décision intergouvernementale ou la participation de plusieurs parties prenantes. Il y a eu des accords généraux sur des sujets moins controversés (tels que l'alignement sur les Objectifs de Développement Durable (ODD)). Les divergences d'opinion sur un nouveau mécanisme se sont reflétées dans les débats sur la structure du rapport final; certains membres souhaitant que le rapport aborde la discussion sur les recommandations relatives à l'absence de consensus, au contraire d'autres.

TENDANCES DES POLITIQUES NUMERIQUES EN SEPTEMBRE

Suite page 1



Une protestation anti-Uber à Londres, en juin 2014. L'interdiction de ce mois-ci a déclenché une réaction différente: près d'un million d'utilisateurs ont demandé à supprimer une interdiction sur Uber. *Crédit: David Holt*

Alors, quels sont les dangers potentiels? L'une des principales menaces est le développement des systèmes d'armes létales autonomes (SALA). En août, plus de 100 pionniers de l'IA ont écrit une lettre à l'ONU appelant à l'interdiction des armes autonomes et proposé l'ajout de ces derniers à la liste des armes interdites dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur Certaines Armes Classiques (CCAC). Dans sa réaction, le Royaume-Uni a déclaré qu'il s'engagerait à veiller à ce que le fonctionnement de ses armes soit toujours contrôlé par des humains.

Divers aspects liés aux armes létales autonomes seront discutés à Genève en novembre, lors de la première réunion du nouveau Groupe d'experts gouvernementaux sur les SALA.

3. Les gouvernements mettent plus de pression sur les entreprises de l'Internet pour retirer les contenus extrémistes

La lutte contre les contenus extrémistes faisait partie des thèmes de politiques numériques abordés lors de l'Assemblée générale des Nations Unies (ONU) cette année. Le Premier ministre du Royaume-Uni, Theresa May, a demandé aux entreprises Internet d'agir en la matière. L'UE a également appelé les principales entreprises Internet à développer, en priorité, des moyens de suppression automatique des contenus extrémistes immédiatement après leur publication. La France a également évoqué ce sujet.

Lors d'une discussion sur la question en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, May a appelé les entreprises d'Internet à retirer les contenus extrémistes dans une ou deux heures après leur publication.

La tâche ne sera pas facile pour les entreprises d'Internet, qui ont déjà indiqué que ce serait «un énorme défi technologique et scientifique». En outre, il existe des problèmes liés à la liberté d'expression: un contenu légitime peut être supprimé par erreur. Mais, le Premier ministre italien Paolo Gentiloni était clair sur ce point: «Nous ne pouvons pas réduire notre ambition en raison de ces difficultés» tandis que le Premier ministre des Pays-Bas, Mark Rutte, a exhorté les grandes entreprises d'Internet à aider les petites entreprises.

4. Les Initial Coin Offerings (ICO) face à un avenir incertain en Chine

Les Initial Coin Offerings (ICO), le phénomène de financement participatif basé sur les monnaies digitales, qui est utilisé par les start-up pour attirer des investissements grâce à de nouvelles monnaies virtuelles, sont confrontés à une répression en Chine

suite à leur interdiction par les autorités. La Chine a également ordonné le retour de tout investissement réalisé par le biais des ICO.

L'impact est important: en Chine, plus de 100 000 investisseurs ont généré près de USD 400 millions.

Il y a au moins deux raisons principales expliquant la répression par la Chine. La première est que les autorités cherchent à protéger les investisseurs d'un marché non réglementé. La deuxième est que de nombreuses ICO étaient frauduleuses ou impliquées dans des escroqueries financières. Les analystes ont également déclaré que la Chine cherchait à contrôler la monnaie virtuelle, en particulier le Bitcoin. Il reste à voir si l'interdiction sera temporaire et quelle sera la réaction des autres pays.

De nombreux autres pays sont confrontés à des cas semblables et s'interrogent sur comment traiter les OCI et les monnaies virtuelles. D'autres réactions et initiatives politiques sont attendues dans les prochains mois.

5. Uber a été interdit dans plusieurs endroits : ce mois-ci, c'est au tour de Londres

Le régulateur de transport de Londres, Transport for London (TfL), a annoncé qu'il ne renouvelerait pas la licence d'Uber en raison d'une «absence de responsabilité d'entreprise entraînant un certain nombre de problèmes ayant des implications potentielles sur la sécurité publique».

En quelques heures, Uber a réussi à rassembler plus de 600 000 signatures pour faire une pétition contre l'interdiction, espérant atteindre un million de signatures. La société a également déclaré qu'elle était prête à faire des concessions en matière de sécurité afin de conserver sa licence.

Il y a plusieurs implications importantes suite à cette interdiction. Outre le fait que cela limite le choix du consommateur, Uber estime que l'interdiction affectera 40 000 conducteurs qui travaillent dans la ville. Une autre conséquence - pour l'entreprise - est la perte financière. Uber est actuellement utilisé par 3,5 millions d'utilisateurs à Londres.

Cela peut-il être considéré comme une action contre les applications de partage de trajets, et par extension, l'économie de partage? Au regard des discussions de haut niveau que le concurrent Lyft a mené avec les autorités publiques à Londres, il semble peu probable que l'interdiction soit le résultat de la pression exercée par les entreprises traditionnelles.

POLITIQUES NUMERIQUES: EVOLUTIONS EN SEPTEMBRE

Architecture globale de la gouvernance de l'Internet



Evolution en hausse

Les dirigeants des BRICS ont exprimé leur soutien au rôle central de l'ONU dans l'élaboration de normes pour un comportement responsable des États dans le cyberspace. Ils ont souligné les principes du droit international consacrés dans la Charte des Nations Unies et ont réitéré l'appel lancé pour la mise en place au sein des Nations Unies d'une structure de régulation pour combattre la cybercriminalité. [L](#)

Développement durable



En stagnation

Le rapport sur «La situation du large bande 2017: un catalyseur du développement durable», [L](#) publié par la Commission des Nations Unies «Le large bande au service du développement durable», fournit un aperçu de la situation mondiale de l'accès à Internet, examine les tendances de la connectivité, passe en revue les politiques et les évolutions sur la réglementation, et présente un certain nombre de recommandations. Il met l'accent sur l'utilité des technologies à large bande pour accélérer les ODD relatifs à la sécurité alimentaire; la lutte contre la faim; la promotion de la santé et bien-être; une éducation inclusive et de qualité pour tous; et la protection de l'environnement.

Sécurité



Evolution en hausse

Au cours de la 72e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, la Russie a officiellement annoncé qu'elle avait rédigé une convention universelle sur la lutte contre la cybercriminalité. [L](#) Le ministre des affaires étrangères Sergueï Lavrov a proposé d'ouvrir la discussion lors de la présente session de l'ONU.

L'Europe n'est toujours pas bien équipée en ce qui concerne les cyberattaques, ce qui peut être très dangereux pour la stabilité des démocraties et des économies, a déclaré le président de la Commission Européenne, Jean-Claude Juncker, dans son discours sur l'État de l'Union. [L](#) L'UE prévoit donc de renforcer l'agence ENISA. [L](#)

Les chercheurs ont découvert un botnet, appelé «Onliner», qui a collecté 711 millions de comptes de messagerie utilisés pour envoyer des messages de spam. [L](#) Dans une autre attaque, les données personnelles de 140 millions de personnes ont été exposées par une violation du site Web d'Equifax. [L](#) l'une des trois plus grandes sociétés déclarantes de crédit à la consommation aux États-Unis.

Commerce en ligne et économie de l'Internet



Evolution en hausse

De nouvelles propositions fiscales et décisions réglementaires ont fait l'actualité en matière de commerce électronique et l'économie de l'Internet ce mois-ci. *Lisez les pages 1, [3](#) et [7](#).* [L](#)

Les membres de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) entreprennent une autre série de négociations [L](#) du 23 au 27 septembre. Les clauses des termes du Partenariat Transpacifique (TPP) qui seront inclus dans le processus de l'ALENA demeurent des questions en suspens.

Les ministres du Partenariat économique régional (Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP)) – un projet d'accord de libre-échange entre les 10 États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et les six États avec lesquels l'ASEAN a conclu des accords de libre-échange – se sont engagés à faire progresser leurs actions pour un vaste accord de libre-échange régional, suite à une réunion à Pasay City, Philippines. [L](#)

Dans une communication de la Commission Européenne au Parlement Européen sur une «Politique commerciale équilibrée et novatrice pour maîtriser la mondialisation», [L](#) la Commission a exposé sa vision et ses priorités dans le domaine des négociations commerciales.

Avant la onzième Conférence ministérielle de l'OMC, le Forum public de l'OMC à Genève s'est focalisé sur les priorités et les moyens d'aller de l'avant sur le commerce électronique. [L](#)

Droits numériques



Evolution en hausse

La Agencia Española de Protección de Datos (AEPD), organisme de contrôle de la protection des données de l'Espagne, a condamné Facebook d'une amende de 1,2 million d'euros suite à la collecte de données personnelles auprès d'utilisateurs espagnols sans les informer sur la manière dont elles seraient utilisées. [L](#)

Google fait l'objet de poursuite judiciaire en raison de ses pratiques discriminatoire au travail basée sur le genre: discrimination par rapport à la rémunération et l'utilisation de la main-d'œuvre féminine dans les postes de travail moins rémunérateurs et valorisants. [L](#) Google réfute ces allégations.

Les autorités du Togo ont mis fin à la coupure d'Internet après avoir bloqué l'accès pendant les manifestations du 5 septembre. [L](#) L'Arabie saoudite a décidé de lever l'interdiction des services de Voix sur Internet (VoIP), tels que Skype, qui ont été interdits depuis 2013. [L](#) En Inde, les nouvelles règles autoriseront les arrêts temporaires du service téléphonique et Internet lors d'une «urgence publique» ou pour «sécurité publique». [L](#)

Juridiction et questions juridiques



En stagnation

Google commencera à se conformer aux mandats de recherche qui lui obligent à produire des données stockées dans ses serveurs à l'étranger, a déclaré le Département de la Justice des États-Unis. Un mandat de recherche délivré par les tribunaux du Second Circuit (Connecticut, New York et Vermont) fera exception après qu'un juge de New York a statué l'année dernière que Microsoft ne pouvait être obligé de fournir des données stockées à l'étranger sur la base des mandats de recherche.

Privacy Shield a mis la barre haute pour la protection des données transatlantique, a déclaré le Secrétaire du Commerce des États-Unis et le Commissaire Européen pour la justice, les consommateurs et l'égalité des genres, dans un communiqué de presse.

Infrastructures



Evolution en hausse

Amazon a défendu ses arguments au Conseil d'Administration de l'ICANN, l'appelant à approuver immédiatement sa soumission pour .amazon. Dans une résolution rendue le 23 septembre, le Conseil a déclaré qu'il fallait réfléchir davantage et a demandé à son Comité des mécanismes de responsabilité d'examiner les recommandations du Comité d'examen indépendant et proposer des options au Conseil sur la façon de les aborder.

En Espagne, les autorités judiciaires ont émis une ordonnance demandant à Fundació puntCAT, le registre de .cat, de bloquer tous les noms de domaine .cat qui hébergent tout type d'information sur le référendum d'indépendance en Catalogne prévu pour le 1er octobre. Le référendum avait été jugé illégal par les tribunaux espagnols.

La construction du nouveau câble sous-marin reliant l'Amérique du Nord à l'Europe continentale est terminée. Le câble transatlantique Marea, d'une longueur de 6600 kilomètres, a une capacité de 160 terabits par seconde.

Neutralité du net



En stagnation

La Commission Fédérale des Communications (FCC), qui devrait prendre une décision finale concernant les règles américaines de neutralité du net d'ici la fin de l'année, a reçu des millions de commentaires publics pendant une période de consultation en ligne.

Dans le même temps, lors d'une interview, le président de la FCC, Ajit Pai, encourage le Congrès des États-Unis à se saisir de la question et à adopter une loi.

Nouvelles technologies: Intelligence artificielle, Internet des objets, etc.



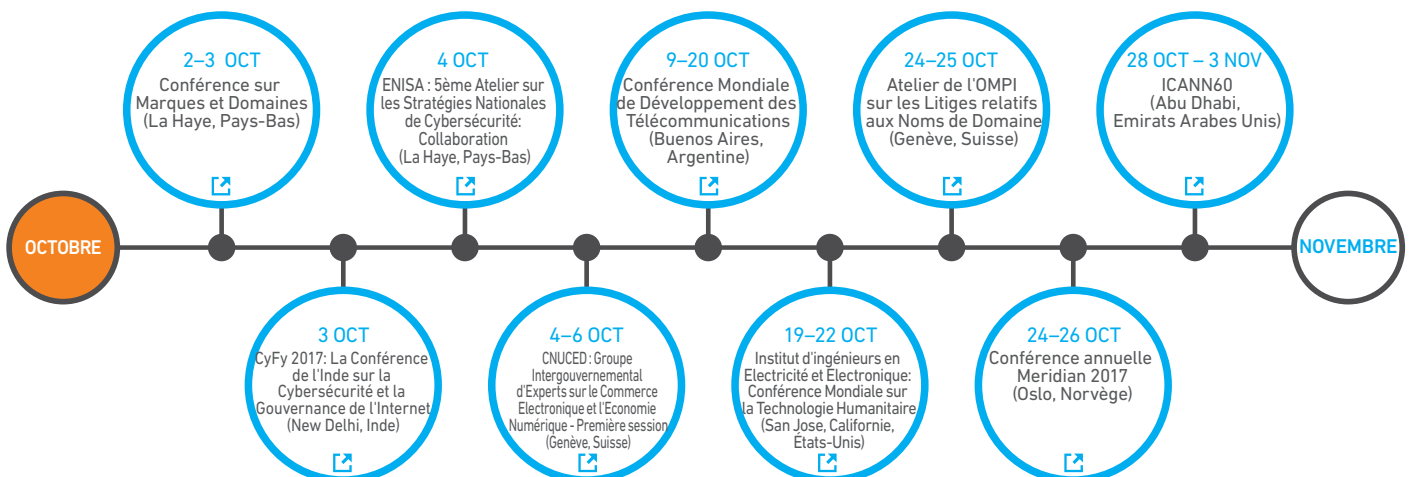
Evolution en hausse

La robotique, l'IA et les métadonnées font partie des sujets discutés lors de la Semaine de l'Innovation du G7. Les ministres des TIC ont appelé à une révolution industrielle inclusive, ouverte et sécurisée, et se sont engagés à contribuer aux efforts multipartites pour une «IA socialement bénéfique». Les ministres des sciences ont réitéré leur soutien à la science ouverte et ont apprécié le rôle des métadonnées dans le travail scientifique. Les ministres du travail ont souligné la nécessité de mettre la personne et le travail au centre de l'innovation.

IBM et le Massachusetts Institute of Technology ont créé un laboratoire d'IA dont les activités porteront sur les IA algorithmes, la physique de l'IA, l'application de l'IA aux industries et l'avancement de la prospérité partagée par l'intermédiaire de l'IA. Le Premier ministre canadien Justin Trudeau a salué l'ouverture d'un laboratoire d'IA de Facebook dans le pays.

L'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) a proposé la création d'un registre unique mondial des drones. Aux États-Unis, le Département des Transports et l'Administration nationale du trafic et de la sécurité routière ont publié un ensemble de lignes directrices concernant les systèmes automatisés de conduite (ADS) qui prône une approche non réglementaire pour la sécurité des véhicules automatiques.

EVENEMENTS EN OCTOBRE



Pour plus d'informations sur les événements à venir, visitez <http://dig.watch/events>

LES PROPOSITIONS DE TAXES POUR L'ECONOMIE NUMERIQUE PRENNENT UN NOUVEL ELAN

En Europe, de nouvelles propositions pour taxer les géants de l'Internet ont fait l'actualité ce mois-ci. Auront-elles un soutien suffisant ou se développeront-elles dans un système à deux vitesses, si tous les pays ne les soutiennent pas? Examinons de plus près ces propositions, et ce que nous pouvons en attendre.

Les propositions

La proposition présentée par les quatre grands de l'UE pour une «taxe d'égalisation» sur le chiffre d'affaires signifierait que les entreprises d'Internet comme Google, Apple, Facebook et Amazon seraient imposées partout où elles font des revenus plutôt que dans les pays où elles sont enregistrées.

En ce moment, les entreprises peuvent payer des taxes minimales en Europe grâce à des filiales dans des pays à faible taux d'imposition comme l'Irlande. Leurs bénéficiaires sont actuellement comptabilisés là où la filiale est implantée, même si les revenus sont générés dans d'autres pays.

D'autre part, dans le cadre du concept d'établissement virtuel permanent proposé par l'Estonie, les entreprises seraient imposées «là où la valeur est créée» plutôt que dans l'État où elles sont enregistrées.

Les arguments pour et contre

Ces propositions témoignent à quel point la technologie a profondément transformé l'économie. Les produits et services offerts par les géants de l'Internet sont très divers, ce qui crée un défi d'autant plus grand. Les règles fiscales existantes pourraient ne pas être suffisantes pour l'économie numérique d'aujourd'hui.

À la lumière de l'économie numérique en croissance rapide, la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne estiment que «l'efficacité économique est en jeu, ainsi que l'équité fiscale et la souveraineté». Bien qu'elles soutiennent les initiatives existantes du G20 et de l'OCDE, ces quatre pays soutiennent que ces initiatives doivent être complétées et expriment leur volonté de «progresser rapidement».

D'autre part, des pays comme l'Irlande considèrent que la taxe d'égalisation proposée, perçue uniquement comme une solution à court terme, pourrait créer une rupture entre les États membres favorables aux nouvelles propositions et les autres États qui n'y sont pas favorables. Il est affirmé également que ces propositions pourraient nuire à la compétitivité et affaiblir les entreprises de l'Europe. Le ministre britannique des finances a mis en garde contre «la colère de Washington», qui pourrait abandonner le projet de réforme fiscale mondiale en guise de représailles.

Les deux propositions comportent également des défis techniques: la taxe d'égalisation sur les revenus pourrait pénaliser les entreprises déficitaires, alors que la notion d'établissement permanent virtuel pourrait conduire à des problèmes de double imposition.

Le sous-secrétaire estonien pour la fiscalité est plus optimiste quant aux perspectives des deux propositions et estime qu'elles sont compatibles: même si la proposition des «quatre grands» peut être une «solution rapide», celle estonienne pourrait apporter une solution plus structurelle.

Et après?

Malgré les réactions mitigées, le Conseil européen entend réunir l'adhésion commune aux nouvelles règles à l'échelle de l'UE d'ici décembre, après quoi la Commission Européenne rédigera des propositions pour 2018 coïncidant avec la publication du rapport de l'OCDE pour la réunion des ministres des finances du G20 (voir la description du rapport liminaire). En dépit de cette dynamique, une adhésion générale des pays européens sur ces questions demeure incertaine.

Si les divergences persistent, le président de la Commission Européenne, Juncker, souhaite que cette décision soit prise à la majorité qualifiée: «Je suis d'avis que nous devrions introduire le vote à la majorité qualifiée sur les décisions concernant l'assiette commune consolidée pour l'impôt des sociétés, la TVA, une fiscalité juste pour l'industrie numérique et la taxe sur les transactions financières. L'Europe doit être capable de décider plus rapidement et plus efficacement.»

Si les divisions persistent, une procédure menant à une coopération renforcée pourrait être mise en branle. Un système à double vitesse signifierait que des pays comme l'Irlande pourraient maintenir un avantage concurrentiel, ce qui entraînerait certainement des frictions avec d'autres États membres.

La question de la fiscalité a été discutée par les chefs d'État de l'UE lors du Sommet numérique de Tallinn, le 29 septembre. Lors de ses conclusions préliminaires, le Premier ministre estonien a noté que les États membres de l'UE «s'engagent à modifier les règles fiscales internationales et à adapter nos propres systèmes fiscaux afin de garantir que les bénéfices générés en ligne dans l'Union Européenne soient imposés là où la valeur est créée».

A plus long terme, la Commission appuiera ce dossier également au niveau de l'OCDE. Une réforme fondamentale des règles fiscales internationales garantirait une meilleure adéquation entre la création de valeur et l'imposition. Mais la Commission a également précisé, dans une communication le 21 septembre, que l'Europe devrait prendre ses responsabilités s'il n'y a pas de progrès global sur ces questions.






POLITIQUES NUMÉRIQUES À L'ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

Profiter des avantages des nouvelles technologies et lutter contre la cybercriminalité et l'extrémisme violent ont été deux des principales questions de politiques numériques soulevées par les dirigeants mondiaux lors du débat annuel à New York marquant le début de la 72^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Faire face aux défis de la numérisation et de l'intelligence artificielle

En se référant aux conséquences de l'IA, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a déclaré que ni les gouvernements ni les organisations internationales ne peuvent relever seules ces défis. Une nouvelle réflexion stratégique et éthique de même que de nouveaux règlements sont nécessaires, et l'ONU peut agir comme un forum dans lequel les États membres, la société civile, les entreprises et les milieux universitaires peuvent travailler ensemble pour ouvrir la voie sur ces questions.

Plusieurs pays – à l'instar de la Grèce, Singapour, la Serbie et le Vietnam – ont souligné les avantages et les défis d'un monde numérique qui embrasse la quatrième révolution industrielle. L'ONU pourrait jouer un rôle en facilitant «une transformation vers l'ère de l'économie numérique» (Croatie) et pour faire face aux perturbations économiques causées par les technologies numériques (Singapour). L'impact de la numérisation, l'accès à Internet et le développement durable doivent être traités ensemble, a souligné la Suisse, qui a invité les pays à discuter de ces questions lors de la prochaine réunion du FGI qui se tiendra du 18 au 21 Décembre à Genève.

Inquiétudes sur la cybersécurité et comportement des États dans le cyberspace

Une plus forte dépendance à l'égard des services numériques a mené à une plus grande vulnérabilité du cyberspace, a déclaré l'Estonie. Bien que les progrès numériques ne puissent être interrompus, les pays doivent continuer à étudier comment le droit international s'applique à l'utilisation des TIC.

«La cybersécurité est devenue une source d'insécurité profonde», a déclaré l'Inde, alors que l'Uruguay a déclaré que les cyberattaques représentent un domaine où un compromis dans la communauté internationale est nécessaire. Le Secrétaire général de l'ONU considère la cyberguerre comme une «réalité» capable d'affecter les relations entre les États et détruire les structures et les systèmes de la société moderne.

La Russie a déploré la militarisation de l'espace numérique, qui ne devrait pas se transformer en «une arène de confrontations politico-militaires» ou «un instrument de pression ou de menace

économique». Le pays a demandé à l'ONU de se focaliser sur l'élaboration de règles pour le comportement responsable des États dans la sphère numérique. Cuba a fait référence à des traités internationaux qui pourraient «réglementer la coopération afin de parvenir à un cyberspace sécurisé».

Lutte contre la cybercriminalité

La cybercriminalité est l'un des principaux problèmes auxquels le monde d'aujourd'hui est confronté. Plusieurs pays ont soutenu la nécessité d'une coopération internationale renforcée pour faire face aux dangers de la cybercriminalité (Nigéria, Pays-Bas). L'Estonie a fait appel aux membres de l'ONU pour adhérer à la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité.

La Russie a indiqué qu'elle avait rédigé un projet de convention universelle sur la lutte contre la cybercriminalité, qui traite du piratage informatique entre autres questions. Ce pays a proposé que les États membres de l'ONU commencent à discuter du projet de convention au cours de la présente session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Les droits de l'homme hors-ligne doivent également être protégés en ligne

L'Estonie a souligné la nécessité de veiller à ce que les droits pour les personnes hors ligne soient également protégés en ligne, tandis que la Géorgie a évoqué l'inclusion du droit d'accès à Internet dans le cadre de la révision de sa Constitution. L'Ouzbékistan a proposé une convention internationale des Nations Unies sur les droits de la jeunesse, tandis que la Jamaïque a fait référence à la protection des enfants contre les abus en ligne.

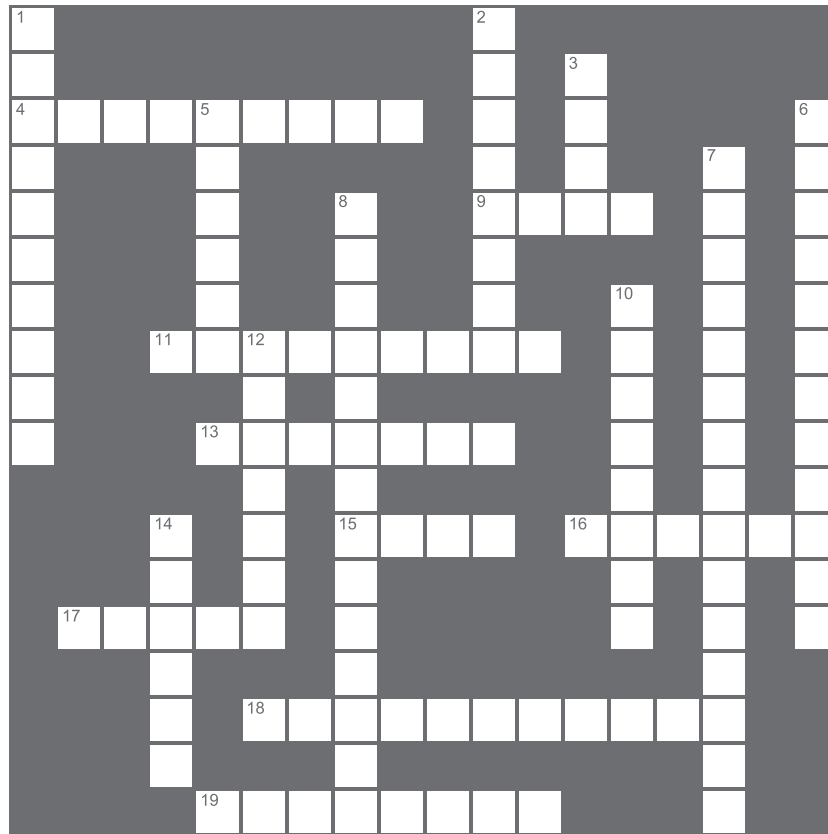
Ce qui est passé sous silence est souvent aussi voire plus important que ce qui est dit. Quelques «silences» étaient à noter. Contrairement à l'année précédente, le Brésil n'a fait aucune référence aux problèmes numériques. Étant donné le rôle primordial du Brésil dans les politiques numériques, il s'agit d'un développement à prendre en compte. Les États-Unis ont évoqué brièvement le fait que «de nouvelles formes d'agression exploitent la technologie pour menacer nos citoyens».

Consultez notre carte des pays et les références aux politiques numériques, dans notre espace dédié. [L](#)



Credit: ONU

L'intelligence artificielle est le sujet brûlant du moment. Les discussions sur ses applications et implications regorgent de nouveaux concepts et de nouvelles terminologies, et se développent à un rythme effréné. Êtes-vous bien informés sur ce sujet ? Essayez nos mots-croisés pour en savoir plus et visitez notre espace dédié pour en savoir plus sur ces développements. [🔗](#)



Horizontal

- 4 Comme les systèmes d'IA fonctionnent avec des quantités considérablement de données, des préoccupations existent concernant la _____ et la protection des données. (3,6)
- 9 Une entreprise qui a commencé à tester des voitures autonomes. (4)
- 11 Un nouveau Groupe d'Experts Gouvernementaux se réunira à Genève en novembre pour discuter de questions liées aux technologies émergentes dans le domaine des armes _____ létales. (9)
- 13 L'apprentissage par _____ est un domaine de l'informatique qui donne aux ordinateurs la possibilité d'apprendre sans être explicitement programmé (Arthur Samuel). (7)
- 15 Nom de famille du PDG de Tesla, qui nous avertissait des dangers des développements de l'intelligence artificielle. (4)
- 16 «Celui qui devient le leader dans [IA] deviendra le maître du monde», a déclaré le président de la _____. (6)
- 17 L'un des défis auxquels les régulateurs doivent apporter une réponse concerne le statut _____ des machines AI: devraient-elles être traitées comme des personnes physiques, des personnes morales, des objets, etc.? (5)
- 18 S'assurer que les algorithmes d'IA fonctionnent d'une manière transparente et _____ est important pour faire face aux défis liés aux algorithmes d'IA susceptibles de générer des prises de décisions injustes et discriminatoires. (11)
- 19 L'entreprise Internet qui a récemment ouvert son quatrième laboratoire de recherche sur l'IA, au Canada. (8)

Verticales

- 1 AI est l'un des principaux moteurs de la soi-disant quatrième _____ industrielle. (10)

- 2 L'Allemagne a publié un ensemble de lignes directrices pour la programmation de systèmes de _____ automatisés: «dans le cas d'accidents inévitables, toute qualification de personnes selon ses caractéristiques personnelles ... n'est pas autorisée.» (8)
- 3 Un pays qui a récemment mis en place un Groupe de Travail pour comprendre comment tirer profit de l'IA pour le bénéfice de son économie et de sa main d'oeuvre. (4)
- 5 Un _____ de base universel est considéré par certains comme un moyen de compenser la main-d'oeuvre pour les emplois qui pourraient être détruits en raison de l'IA et de l'automatisation. (6)
- 6 Personnage principal dans un livre du 19ème siècle, écrit à Genève, qui traite d'un être humain artificiellement créé. (12)
- 7 Organisation dont le «Rapport mondial sur Internet 2017» décrit l'IA et l'Internet des Objets comme moteurs du changement. (8,7)
- 8 Le mouvement international qui vise à améliorer la physiologie et l'intelligence humaine en utilisant l'intelligence artificielle et d'autres technologies avancées. (14)
- 10 L'Institut des ingénieurs Electriciens et Electroniciens (IEE) a lancé une Initiative mondiale pour les considérations _____ en matière d'intelligence artificielle et de systèmes autonomes. (8)
- 12 Les avancées de l'IA suscitent des inquiétudes concernant les perturbations sur le marché du _____, car certains emplois pourraient devenir obsolètes. (7)
- 14 Le nom d'une start-up de Google qui a lancé Conversation AI, un outil visant à détecter automatiquement les discours haineux en ligne. (6)

Verticales: 1 Révolution, 2 Conduite, 3 Inde, 5 Revenu, 6 Frankenstein, 7 Internet Society, 8 Transhumanisme, 9 Facebook, 10 Jigsaw, 11 Uber, 12 Travail, 13 Machine, 14 Gigsaw, 15 Musk, 16 Russie, 17 Légal, 18 Responsable, 19 Ethiques.



Abonnez-vous aux mises à jour de GIP Digital Watch à <http://dig.watch>